

**Direction départementale des territoires**

Service Eau Environnement Forêt  
Unité Protection et Police de l'Eau  
Affaire suivie par Philippe GUILBAUD  
Tél. : 02 41.86.66.49  
Réf : N° 19020

**ACCUSE DE RECEPTION DE DECLARATION D'EXISTENCE**

Le Préfet de Maine-et-Loire  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement,

Vu l'arrêté du Préfet de la Région Centre-Val de Loire, Coordonnateur du Bassin Loire-Bretagne, en date du 18 novembre 2015, approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire-Bretagne ;

Vu la déclaration d'existence déposée le 4 janvier 2017 au guichet unique de la police de l'eau, par la Société «LE BIAU VERGER», concernant l'existence d'un forage au lieu-dit «Guénaudière» ( le Grand clos) à ETRICHIE parcelle cadastrée section C n°313 ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière administrative à Monsieur Didier GERARD, directeur départemental des territoires ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Didier GERARD, directeur départemental des territoires ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur portant subdélégation de signature en matière d'administration générale de Monsieur Didier GERARD, directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire, à Madame Isabelle SCHALLER, directrice départementale adjointe, et à certains agents de la direction départementale des territoires ;

**Considérant** l'enregistrement de l'ouvrage à la banque nationale du sous sol (BSS) en 1989 ;

**Considérant les** volumes prélevés déclarés à l'agence de l'eau, par l'ancien exploitant (M. BILLOTE) entre 2008 et 2012 ;

*Accuse réception à :*     **LE BIAU VERGER**  
                                      **18 rue de la Chapelle**  
                                      **49 460 SOULATRE-ET-BOURG**

de sa déclaration d'existence au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement et lui notifie les prescriptions techniques générales.

Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0-2°	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003
1.1.2.0-2°	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère à l'exclusion des nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total étant : supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> /an mais inférieur à 200 000m <sup>3</sup> /an.	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003

Les caractéristiques techniques de l'installation sont les suivantes :


- Bassin Versant : Sarthe
- Masse d'eau souterraine : GG120 calcaire du jurassique moyen
- Zone d'alerte eaux souterraines : N°13 « Loir -Sarthe aval »
- profondeur : 56,50 mètres
- débit horaire : 14 m<sup>3</sup>
- volume annuel autorisé : 26 000 m<sup>3</sup>
- Usage : Irrigation de vergers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes cedex, par le pétitionnaire dans les deux mois à compter de la notification, et par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Fait à ANGERS, le 25 octobre 2017

Pour le préfet et par délégation,  
le Chef du service Eau, Environnement, Forêt

  
Pascal NORMANT